

DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITÉS

Code Général de la Fonction Publique chapitre III
Articles L 123-1 à L 124-8 du Code général de la fonction publique (CGFP)
Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif au cumul d'activités
Arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique
Circulaire n° 2157 du 11 mars 2008 relative au cumul d'activités

Formulaire à compléter et renvoyer **par voie hiérarchique** par courriel à :
ce.dpe1.dsden25@ac-besancon.fr

L'autorisation doit être demandée **AVANT** le début de l'activité secondaire

Je soussigné(e), Nom : Prénom :
Courriel : Corps / Grade :
Etablissement / Affectation : Circonscription :
Modalités de service : TEMPS COMPLET TEMPS PARTIEL QUOTITE :

Atteste que durant la période de cumul, je ne suis ni en **congé formation rémunéré**, ni en **congé parental**, ni en **congé maladie**, ni en **congé longue maladie**, ni en **congé longue durée** ou **accident du travail**.

Sollicite l'autorisation de cumuler mon activité principale avec **l'activité accessoire suivante** :

Toutes les mentions sont OBLIGATOIRES, l'absence de renseignements, cachets et signatures ne permet pas de statuer sur la demande

NOM DE L'EMPLOYEUR : EMPLOI PUBLIC EMPLOI PRIVE
Adresse : N°SIRET :
Nature de l'activité / Fonction :
Période du / / Au / / Nombre d'heures : Hebdomadaires Mensuelles Annuelles
Modalités de rémunération : Traitement Indemnités / Honoraires Vacances Montant brut horaire :

AVIS DE L'IEEN OU CHEF DE SERVICE

- FAVORABLE
 DEFAVORABLE POUR LES MOTIFS SUIVANTS :

.....
.....
.....
.....
.....

Fait à, le ____ / ____ / ____
Cachet et signature

L'AGENT :

*Je prends note que l'administration peut, à tout moment, s'opposer à l'exercice à la poursuite d'une activité qui porterait atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service.
Je certifie avoir pris connaissance de la législation applicable en matière de cumul et je prends note que la violation des dispositions relatives au cumul donne lieu au reversement des sommes indûment perçues par voie de retenue sur le traitement, sans préjudice de l'application de l'article 432-12 du code pénal.*

Fait à, le ____ / ____ / ____

Signature :

DECISION DU DIRECTEUR ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'EDUCATION NATIONALE DU DOUBS :

CUMUL AUTORISÉ du : / / Au / /

CUMUL REFUSÉ POUR LES MOTIFS SUIVANTS :

.....
.....
.....

Fait à Besançon le ____ / ____ / ____

Pour le Recteur et par délégation,
Le Secrétaire Général
de la Direction des services départementaux de
l'éducation nationale du Doubs

Norbert ARNOULT

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

« Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux qu'il vous appartiendrait de m'adresser,
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'éducation nationale,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANCON.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Toutefois, si vous souhaitez en cas de rejet du recours gracieux ou du recours hiérarchique former un recours contentieux, ce recours gracieux ou hiérarchique devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis - vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux. »